



SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Morbihan"



FONDS DE SOLIDARITÉ

RANC PHIANC

Données au 06/01/2022 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 38 806 971 385 euros

Nombre d'aides: 10 834 301

Nombre d'entreprises : 2 037 912

Niveau Régional : Bretagne

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



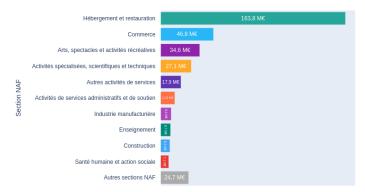
Montant total: 1 484 905 574 euros

Nombre d'aides: 393 675

Nombre d'entreprises : 81 738

Niveau Départemental : Morbihan

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 360 548 871 euros

Nombre d'aides: 100 356

Nombre d'entreprises : 20 627



PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT

PRINC ANC

Données au 29/10/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.

Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020. Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 141 562 409 572 euros

Nombre de prêts : 693 398

Niveau Régional : Bretagne



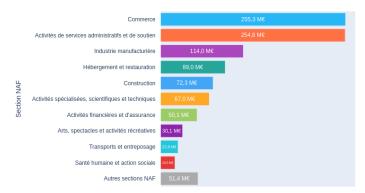


Montant total: 5 179 429 273 euros

Nombre de prêts : 26 795

Niveau Départemental : Morbihan

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 1 027 449 094 euros

Nombre de prêts : 7 030



REPORTS D'ÉCHÉANCES FISCALES



Données au 26/08/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 3 588 194 587 euros

Nombre de reports : 115 095

Niveau Régional : Bretagne





Montant total: 115 523 612 euros

Nombre de reports : 3 897

Niveau Départemental : Morbihan

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 15 889 220 euros

Nombre de reports : 801



AIDES AUX ARTISANS, COMMERÇANTS



Données au 30/09/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

<u>Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr</u>

Niveau National





Montant total: 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Bretagne





Montant total: 62 036 942 euros

Nombre d'aides: 69 511

Niveau Départemental : Morbihan

Top 10 des aides CPSTI ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 15 638 180 euros

Nombre d'aides: 17 658



ACTIVITÉ PARTIELLE



Données au 23/02/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement.

Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Niveau Régional : Bretagne

